

Présentations

Autor(en): **Born, Maurice / Détraz, Christine / Gottraux, Elena**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **8 (1992)**

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520166>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PRÉSENTATIONS

Nous continuons ici la série de présentations de centres d'archives et de sociétés sœurs afin de signaler aux chercheurs les possibilités de travail et de contact utiles. Il nous a paru par ailleurs intéressant d'intégrer dans cette rubrique la présentation d'expositions futures qui ont trait à l'histoire sociale.

Mémoire d'Erguel

Dans un message de 1989, le conseil exécutif du canton de Berne déclarait: *Tout changement important dans la situation économique, politique ou sociale d'un pays ou d'une région suscite de nouvelles prises de conscience. Les événements qui, ces dernières années, ont marqué la vie jurassienne ont amené la population du Jura bernois à se préoccuper davantage de sa propre identité. Plus curieuse de son passé et de tout ce qu'il lui a légué matériellement et moralement, elle se soucie davantage de ses sites et de leur protection, de ses institutions existantes ou à créer.*

Puis dans un rapport circonstancié au Grand Conseil, l'exécutif proposait un certain nombre de mesures favorisant une prise d'identité des minorités cantonales. On pouvait y lire ceci:

5. Prendre ou proposer les mesures qui permettent à la minorité culturelle francophone du canton d'exprimer sa spécificité, en veillant notamment à ce que toutes les initiatives privées tendant à mettre en valeur le patrimoine culturel de cette région soient soutenues (publications, recherches, etc.).

Le moment parut propice pour constituer une fondation qui prenne en charge le matériel déjà réuni, définisse des axes de recherche et installe un lieu de consultation. Le 27 octobre 1989, Jean-Paul Bessire, Alain Loetscher et moi-même [Maurice Born] fondons MEMOIRE D'ERGUEL; assurés d'un soutien des services culturels du canton de Berne, nous en définissons les buts généraux:

- A. Créer un centre où seront rassemblés, et accessibles aux chercheurs, tous les éléments de l'histoire de notre région. Éléments passés ou présents, événements historiques, sociaux ou politiques, démographie, économie, sciences et techniques, littérature, culture populaire, beaux-arts, photographie, musique.
- B. Eveiller une conscience plus précise du rôle particulier de la région dans la structure d'une histoire globale.
- C. Enrichir les possibilités de représentation de notre région dans les instances culturelles et scientifiques extérieures.
- D. Organiser des colloques ouverts aux chercheurs extérieurs sur des sujets régionaux de préoccupation.
- E. Alimenter l'information à fournir à la presse, aux institutions quant à l'activité et aux réalisations régionales.
- F. Permettre une liaison entre conscience populaire et savoir scientifique des constituantes culturelles régionales.
- G. Favoriser la diffusion sous forme d'expositions et de publications régulières des constituantes de cette identité.
- H. Créer les canaux de liaison avec les régions qui dans le cadre d'une Europe des régions sont en recherche d'identité et de rapports d'échange.

Dès le 3 janvier 1990, les subventions cantonales permettant la création d'un poste de documentaliste, notre petit centre s'installe dans ses locaux et s'attelle à une première tâche de construction de l'outil. Nous installons un dispositif de classement que nous démarrons sur informatique, choisissant un programme compatible avec les centres poursuivant les mêmes buts que nous. Cette démarche est effectuée de concert avec les responsables de la future bibliothèque régionale, afin de pouvoir, dans l'avenir, utiliser un système connecté. Un effort particulier est entrepris pour permettre une ouverture rapide du centre au public, nous posons en effet comme axe prioritaire le contact avec les chercheurs et curieux régionaux. Dès le 15 juin, les premières collections classées, le centre s'ouvre au public et publie le premier numéro de son bulletin de contact: L'ARCHICOMBLE. Lien qui devrait permettre, outre la communication de certains documents, de certaines études, des prises de position ainsi que l'établissement d'un réel dialogue «connaissance savante — connaissance populaire» auquel nous aspirons.

A ce jour, MEMOIRE D'ERGUEL offre donc un premier corpus de documents, composé du fonds de la section d'Erguel de l'Emulation jurassienne, du fonds régional Maurice Born, du fonds du Cercle Ouvrier ainsi que de nombreux petits fonds épars qui sont maintenant archivés. S'ajoutent un ensemble d'usuels. Le tout est consultable dans une petite salle de lecture équipée pour la reproduction de documents.

Comment créer les ouvertures ?

Les diverses archives d'Erguel, constituées de fonds épars — nous parlons ici de ceux qui sont restés dans notre région — ont obéi à des règles particulières et bien éloignées des 3 C (Conserver, Classer, Communiquer). Objectivement mises à part, mises à l'ombre, elles n'ont pas présenté le moindre intérêt pour la marche des temps modernes, du moins est-ce ainsi qu'on les présente officiellement, justifiant par là l'état d'abandon et de désordre dans lesquels on les a laissées. Constituées en prison dont rien ne sort, elles ont pourtant subi, pour une part d'entre elles, un classement. Mais les classements quand ils n'ont pas été égarés, sont restés confidentiels, réservés à l'usage administratif. Aujourd'hui encore, l'intérêt d'un classement ouvert de ce matériel (qu'il soit communal, paroissial ou lié à des groupes organisés) n'apparaît pas absolument.

La mise à disposition publique semble présenter des dangers... *N'y aurait-il pas un instinct malsain à conserver avec ferveur ce que nous avons détruit sciemment ?* C'est que le secret a toujours couvert dans notre région les manœuvres des pouvoirs, c'est donc aussi que les archives ne sont pas, fort heureusement, inoffensives. Résistant aux injonctions stérilisantes, qui voudraient voir réapparaître un passé figé, conservé et montré en forme de matière morte, ne pouvant servir qu'à l'édification du public et à agiter la fibre nostalgique, il importe de refuser le culte fétichiste, de rendre ce matériel dans une relation à aujourd'hui. Comment cette volonté de mise en relation actuelle sera-t-elle acceptée par ceux-là mêmes qui disent avoir si grand intérêt à notre travail, voilà ce que l'avenir prochain dira, mais nous ne serons pas les berceurs du présent.

Qu'en est-il de notre volonté d'une mémoire populaire ?

Dans notre déclaration d'intention, nous brandissons fièrement une volonté de réhabiliter une mémoire populaire, sorte de mémoire collective du peuple qui a fait cette région. Et il est vrai que les ou-

vriers sont ici aussi les grands absents de l'histoire du développement de notre industrie : l'horlogerie. Seuls témoins de cette fantastique mutation, les glorieuses plaquettes sur papiers glacés de nos manufactures n'ont guère de place pour évoquer, à côté des aventures des chevaliers d'industrie, ce que furent les existences, les conditions de travail de ces tâcherons... Cela dit, comment reconstituer ces existences, comment surtout ne pas retomber dans l'imagerie d'Epinal ? Nous ne pouvons parler à leur place, au risque précisément de les utiliser en présentant un tableau soit pessimiste — donc dévalorisant — soit optimiste, vantant leur qualification, leur savoir-faire — et par là leur présentant un passé idéalisé et installé comme modèle pour un aujourd'hui factice. Il importe aussi, à notre avis, de réhabiliter des pans entiers de la main-d'œuvre horlogère, corvéable et déplaçable à merci, Allemands, puis Italiens, Espagnols enfin, qui ont si largement participé à notre bien-être, quitte à détruire l'image du parfait horloger, seconde nature de l'habitant d'Erguel. Mais ce travail ne pourra s'effectuer que dans une collaboration avec les acteurs, dans un lien à créer justement entre une connaissance «savante» et une connaissance populaire qu'il s'agira d'abord de convaincre de l'intérêt d'une émergence de cette conscience.

Conclusion

Nous ne faisons ici qu'agiter quelques-uns des problèmes qui, dans notre pratique, nous paraissent fondamentaux à ce jour. Ce questionnement peut sembler le signe d'un malaise, d'une hésitation devant l'acte de conserver et les modifications de perception qu'il impose ; il est plutôt le constat que l'intérêt pour la culture d'ailleurs — et notre passé est un ailleurs — est une révélation du dysfonctionnement du présent. Et qu'il s'agit d'abord d'éviter de s'en débarrasser en utilisant ce passé !

Maurice Born

Mémoire d'Erguel
Catherine Kruettli
6, rue du Marché
2610 Saint-Imier
Tél. (039) 63 16 10

Genève 1890-1950

La vie quotidienne du monde ouvrier

La Musée d'ethnographie (Annexe de Conches) a reçu il y a un peu plus d'une année une proposition du Collège du Travail pour mettre sur pied une exposition tout public portant sur le quotidien ouvrier à Genève au début du siècle.

Bien que démunis face à un tel sujet, (étranger à nos préoccupations habituelles, non représenté dans nos collections d'objets et d'iconographie), cette sollicitation de collaboration nous a enthousiasmés: elle représentait une occasion d'ouverture sur le monde ouvrier et urbain que nous avons tout de suite eu envie de saisir.

L'historien Marc Vuilleumier a été approché afin de définir la période historique qui nous occuperait, à savoir 1890-1950. Quant au Musée, il a lancé, à l'aide d'un prospectus adressé à l'ensemble de la population genevoise âgée de 75 ans et plus, une campagne de récolte d'objets, de documents, de photos et de témoignages. Plus de 400 personnes ont répondu à cet appel qui mentionnait en première page: «En vue d'une grande exposition, avez-vous des objets, des documents, des souvenirs de la vie ouvrière à Genève du siècle dernier à nos jours?».

Que nous donne-t-on, que nous prête-t-on? Un peu de tout! ou «des vieilleries de toute sorte», comme on nous dit. En découvrant chacun des lots reçus, on a l'impression d'assister à un vaste déballage à la Prévert de l'univers modeste des «gens de peu»: ventouses et cartes de rationnement, certificats de fin d'apprentissage et bidons à lait, caisses à outils, fers à repasser et photographies... le tout accompagné de récits et de descriptions; une mémoire riche ou défaillante, jamais inintéressante ou simplement linéaire.

Très vite cette collection en devenir s'est révélée être un piège redoutable: elle représente un investissement en temps énorme, elle génère un flou qui fait que les donateurs-prêteurs sont des gens âgés avant d'être, éventuellement aussi, des ouvrier(e)s, et enfin elle prouve, si besoin était, la non-spécificité des objets usuels ouvriers.

Ces problèmes étant identifiés, l'exposition, en tant que récit en trois dimensions, sera une approche subjective et partielle du quotidien ouvrier sur le lieu de travail, au domicile, et dans les interstices laissés entre vie professionnelle et vie familiale.

En mettant en valeur les objets, les documents, l'iconographie.. rassemblés, on ne fait pas l'histoire du travail, du domicile ouvrier, du loisir ouvrier, mais on offre au visiteur quelques clins d'œil porteurs du point de vue de la mémoire collective sur le travail, le logement et les loisirs de l'ouvrier(e). Dans cette perspective, le temps de l'exposition n'est qu'un arrêt sur images qui permet d'entrevoir des pistes pour des recherches futures. Le visiteur devient un intervenant important, qu'il soit un enfant (possibilité de cerner les curiosités et les questionnements) ou un témoin de ce passé récent (témoignages); l'exposition doit tendre vers un dialogue inter-génération.

Quant aux éléments plus spécifiquement historiques, ils seront abordés dans un ambitieux programme de colloques et de rencontres organisé par des historiens liés au Collège du Travail à l'occasion du week-end d'ouverture de l'exposition à la mi-octobre 1992.

Christine Détraz
assistante-conservatrice,
Musée d'Ethnographie

Eau fraîche, crachoir et préservatif

Alcoolisme, tuberculose, sida. Une histoire comparée de la prévention - Exposition organisée par le Musée historique de Lausanne, du 30 octobre 1992 au 31 janvier 1993

Dès la deuxième moitié du XIXe siècle, la tuberculose et l'alcoolisme sont considérés parmi les fléaux sociaux les plus néfastes dans notre pays. Un des objectifs de l'exposition est de présenter l'histoire des conceptions et des pratiques en matière de prévention dans ces deux domaines.

La présentation en parallèle de ces deux chapitres de l'histoire sociale permet de montrer les différences de conception qui ont vu le jour. L'alcoolisme était en effet fréquemment considéré comme un vice, une faiblesse personnelle, ce qui donna parfois lieu à des projets préventifs plus répressifs et moralisants que ceux mis en

œuvre contre la tuberculose, maladie due à un bacille, dans laquelle la responsabilité individuelle joue un moindre rôle.

Cependant l'exposition a également pour objectif de permettre au visiteur d'établir un parallèle entre les préoccupations d'autrefois et celles qui se font jour actuellement face aux fléaux modernes, tels le sida ou la consommation de drogue en particulier. La peur du malade et les dangers d'exclusion sociale, l'alternance entre répression et tolérance, l'absence de thérapeutiques efficaces: autant de défis que, dans la lutte contre la tuberculose et l'alcoolisme autrefois, comme aujourd'hui face au sida ou aux toxicomanies, les acteurs concernés — hommes politiques, praticiens, administrateurs — doivent relever.

De plus, si la tuberculose n'est plus considérée comme un problème sanitaire majeur, il n'en va pas de même pour l'alcoolisme, dont l'importance appelle toujours des mesures préventives. Une attention particulière sera portée aux réalisations allant du dernier quart du XIXe siècle aux années 1940, période qui a vu se développer les actions sociales et politiques les plus significatives dans la lutte antituberculeuse et antialcoolique: organisations privées très actives, s'appuyant sur un bénévolat important, mise en place d'une législation fédérale, d'une collaboration entre Etat et structures privées, par exemple.

La période 1940-1980 est caractérisée, elle, par une médicalisation du discours et de la pratique: la tuberculose paraît définitivement vaincue grâce aux antibiotiques; l'alcoolique et le toxicomane sont de plus en plus considérés comme des malades dont les problèmes sont du ressort de la médecine.

Les pratiques actuelles (dès les années 1980) en matière de prévention constitueront une partie très importante de l'exposition.

A travers la présentation des campagnes de lutte contre le sida, celles concernant l'alcoolisme et les autres toxicomanies, il sera possible de montrer l'évolution des conceptions: quel public veut-on toucher? Avec quels arguments et quels moyens? Le caractère historique de l'exposition devrait permettre de montrer que les nombreuses préoccupations sociales subsistent, alors que les pratiques et les messages véhiculés sont bien différents d'autrefois et adaptés aux valeurs et à l'organisation sociale actuelles.

Historiquement, la politique en matière de santé publique est l'affaire des cantons. L'histoire de la lutte antituberculeuse et antialcoolique le montre bien. De ce fait, les exemples choisis pour illus-

trer la partie historique de l'exposition seront souvent vaudois, tout en soulignant la volonté des organisations de lutte de favoriser une coordination intercantonale et une politique fédérale. La présentation des pratiques actuelles va du reste montrer la priorité de cette tendance: la lutte contre le sida ne connaît pas les frontières cantonales, la réflexion en matière de lutte contre l'alcoolisme non plus. Cependant, la grande variété des pratiques en matière de lutte contre les toxicomanies ne saurait se comprendre sans une référence explicite à la défense du fédéralisme en matière de santé publique.

Le matériel iconographique existant est important, dans la mesure où la propagande a été — et est toujours — un des fers de lance des actions préventives. Nous aurons largement recours à l'image: affiches, photographies, cartes postales ou encore brochures et journaux. L'évocation, par la mise en scène d'objets d'époque — un café (lieu de plaisir et de déchéance) et un taudis (la pauvreté familiale: cause de tous les maux) du début du siècle — permettront aux visiteurs de mieux visualiser les problèmes auxquels étaient confrontés les pionniers de la prévention.

L'exposition sera accompagnée de la publication d'un ouvrage collectif, retraçant d'abord l'histoire des luttes antialcooliques et antituberculeuses dans notre pays, puis présentant les enjeux et les interrogations actuels en matière de protection préventive. Ce livre sera largement illustré grâce au matériel iconographique présenté à l'exposition.

Elena Gottraux
Commissaire de l'exposition